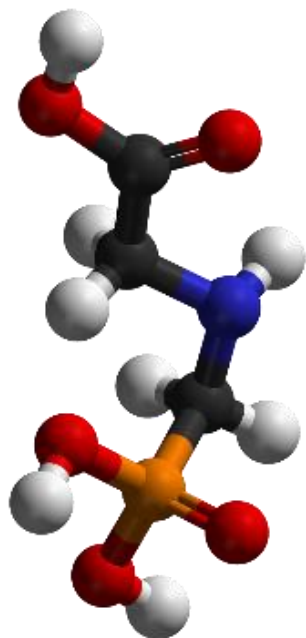


présente un danger »², alors même qu'il est classé depuis 2017 par le centre international de recherche contre le cancer de l'OMS comme « probablement cancérigène » !

La seule conclusion possible pour la commission européenne est alors de « proposer » la prolongation de l'autorisation en l'absence d'élément justifiant l'interdiction. Et si les instances européennes rechignaient, au bout du compte c'est la conclusion des agences réglementaires qui s'imposerait. Ce n'est pas plus compliqué que ça, et tant pis pour les 18 études sur lesquelles l'INSERM s'appuie pour dénoncer la génotoxicité du glyphosate.



Car l'homologation des pesticides repose sur ce qu'on appelle la « science réglementaire », c'est-à-dire un ensemble de tests pour évaluer leur danger, extrêmement standardisés, incorporés dans des procédures et normes censées garantir la fiabilité de l'évaluation (tests qui sont mis en œuvre par les industriels eux-mêmes dans leur dossier d'homologation). En réalité, le caractère très procédural de cette « science » réglementaire (qui n'a de science que le nom) fait qu'elle ne suit qu'avec beaucoup de retard l'évolution des connaissances, à la grande satisfaction des industriels, qui font tout pour ralentir encore sa mise à jour. Les pesticides sont ainsi évalués à la lumière de connaissances en général dépassées. Il s'écoule souvent plus de dix ans entre la production de nouvelles connaissances scientifiques et leur prise en compte dans les protocoles d'évaluation.

Mais nous, syndicat des travailleuses et travailleurs de la recherche, ne pouvons que nous indigner de voir une fois de plus avec quelle facilité le politique s'assoit sur des résultats scientifiques, lorsque ces résultats ne vont pas dans le sens souhaité. Comme si les industriels de la chimie et de la pharmacie ne pesaient pas déjà sur les orientations scientifiques au travers des modes de financement.

Cette attitude est d'autant plus condamnable qu'elle contribue à faire le lit de l'extrême-droite, en alimentant son obscurantisme, en décrédibilisant la parole scientifique, en confortant les complotismes et autre « climato-scepticisme »..

Nous appelons toute la communauté scientifique à dénoncer ce scandale. Nous appelons les instances judiciaires à se pencher sur ce maintien en danger de la population vivant en Europe.

Nous appelons nos collègues et l'ensemble de la population à s'associer aux actions contre la prolongation du glyphosate, a minima en signant les pétitions de AVAAZ : https://secure.avaaz.org/campaign/fr/eu_ban_glyphosate_loc (au niveau européen) et de générations futures, <https://www.generations-futures.fr/actualites/glyphosate-petition/> au niveau français.

² Cette citation est authentique.

Les figures de cette communication sont issues de [l'article de wikipedia sur le glyphosate](#). La première est créée par Spedona (données : The International Survey of Herbicide Resistant Weeds), CC BY-SA 3.0, la seconde par [Benjah-bmm27](#) et est dans le domaine public.